Extrait du Rencontres Sociales

http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article2974

« On arrive au bout du système »

- Tribune -

Date de mise en ligne : lundi 18 juillet 2011

Description :

Nous publions ici avec l'accord de nos amis de Politis, un entretien avec Pierre Larrouturou où l'économiste [et conseiller régional EELV d'Ile de France] décrit les causes fondamentales de la crise financière, qu'il estime loin d'être achevée. Pour lui, la croissance ne reviendra pas et il est urgent d'inventer un nouveau modèle.

Rencontres Sociales

Copyright © Rencontres Sociales

Nous publions ici avec l'accord de nos amis de Politis, un entretien avec Pierre Larrouturou où l'économiste [et conseiller régional EELV d'Ile de France] décrit les causes fondamentales de la crise financière, qu'il estime loin d'être achevée. Pour lui, la croissance ne reviendra pas et il est urgent d'inventer un nouveau modèle.

Politis : Vous reprochez aux dirigeants d'hésiter à dire au public la gravité de la crise. La situation est-elle si grave que cela ?

Pierre Larrouturou : Nombre de politiques semblent incapables de mesurer la gravité de la crise : crise sociale avec 4,6 millions d'inscrits à Pôle Emploi, crise écologique avec un dérèglement climatique qui s'accélère, crise financière qui ne peut que s'aggraver... Aux Etats-Unis, la dette publique a augmenté de 380 milliards en trois mois mais le PIB n'a augmenté que de 60 milliards au premier trimestre 2011. Ben Bernanke, le patron de la banque centrale américaine, avoue que la croissance est « désespérément lente » et qu'il ne sait plus quoi faire. Le plus probable est que les USA sont retombés en récession au deuxième trimestre.
On nous présente les Etats-Unis et la Chine comme les deux moteurs de la croissance mondiale mais ce sont deux bombes à retardement : en Chine, la bulle immobilière a atteint le double de la taille atteinte par la bulle aux Etats-Unis avant les subprimes. Elle commence à éclater : pour la première fois en vingt ans, les prix de l'immobilier baissent en Chine. On a vu en Espagne ce que donne l'éclatement d'une telle bulle : le chômage a triplé en trois ans.

Pourquoi les Etats sont-ils devenus addict à la dette ?

Les Etats sont mis en accusation à cause de la dette publique mais le problème essentiel vient du secteur privé. Pour les Etats-Unis, je montre que jusqu'à l'arrivée de Ronald Reagan, l'économie n'avait pas besoin de dette : ni privée ni publique. C'est depuis l'arrivée des néolibéraux qu'il faut toujours plus de dette pour nourrir le système : on a baissé les impôts des plus riches ce qui favorise la dette publique, mais surtout, en 30 ans, pour l'ensemble des pays de l'OCDE, la part des salaires dans le PIB a baissé de 10 %.
C'est colossal ! En 30 ans, quelques 35 000 milliards de dollars qui auraient du aller aux salariés sont allés aux actionnaires. C'est uniquement en poussant les gens à s'endetter qu'on a maintenu la consommation. Et depuis trois ans, comme la dette privée a atteint un maximum, on continue avec la dette publique... Mais la fuite en avant a des limites. On arrive au bout du bout du système.

Vous parlez de signes annonciateurs d'un krach des finances publiques des Etats-Unis...

La Banque centrale américaine a dû créer 600 milliards de dollars pour financer les dépenses courantes du gouvernement américain. 85 % des bons du Trésor émis depuis huit mois sont achetés par la Banque centrale ! Le plus grand fonds de gestion américain, Pimco Total Return, qui gère 230 milliards, a annoncé fin mars qu'il s'était discrètement délesté de tous ses bons du Trésor. Les rats quittent le navire !
La prochaine crise sera nettement plus grave que la première : ce qui a évité l'effondrement en 2008, c'est que tout le monde faisait confiance à la solidité financière des grands pays. Quand la banque Lehman Brothers fait faillite, il y a quelques jours de panique mais le calme revient très vite quand Paulson annonce qu'il met 700 milliards sur la table. Personne n'a de doute sur la capacité des Etats-Unis à trouver ces 700 milliards si nécessaire. Aujourd'hui, hélas, cette confiance a disparu : personne ne sait comment les Etats-Unis financent leurs dépenses courantes dans six mois.

Des plans de relance massifs ont aussi été utilisés pour lutter contre la crise financière. Pourquoi les critiquez-vous ?

Copyright © Rencontres Sociales

On a mis des sommes colossales pour aider les actionnaires mais on n'a pas changé les règles du jeu. On n'a rien fait pour s'attaquer aux racines de la crise : le chômage, la précarité, les inégalités de revenu... La crise vient essentiellement d'un niveau d'inégalités monstrueux. On ne pourra pas sortir de la crise si on ne reconstruit pas d'abord la justice sociale. C'est ce qu'avait fait Roosevelt en 1944 : avant de lancer les négociations de Bretton Woods sur les questions financières, les chefs d'Etat alliés signent d'abord la déclaration de Philadelphie qui affirme que « le travail n'est pas une marchandise.(...) Il n'y a pas de paix durable sans justice sociale ». On croirait du José Bové mais c'est du Roosevelt !
Tous les chefs d'Etat réunis à Philadelphie en 1944 affirment que, dans chaque pays comme dans le commerce mondial, il faut des règles concrètes sur le temps de travail, le salaire minimum, un partage équitable entre les salaires et les dividendes. Ces règles ont donné 30 ans de stabilité puis les libéraux ont cassé ces régulations, au profit quasi-exclusif des 0,2 % les plus riches.

Quelles sont les mesures urgentes à mettre en oeuvre pour éviter le krach ?

Si l'on pense qu'on va vers un tsunami sur les marchés financiers, des mesures urgentes doivent être prises pour limiter la casse, protéger notre société et notre économie réelle : pour interdire aux banques de spéculer avec notre argent, il faut séparer les banques de dépôt et les banques d'affaires. Roosevelt l'a imposé en trois mois et toutes les catastrophes annoncées par les lobbies financiers ne se sont pas produites... De même pour retrouver notre indépendance par rapport aux marchés financiers, on doit annuler l'essentiel des baisses d'impôts votées en France depuis dix ans. Si l'on revenait à la fiscalité de l'an 2000, il y aurait 100 Mds de plus de recettes chaque année pour l'Etat. Quand on nous dit qu'on dépend des marchés financiers, c'est faux. C'est une question de volonté politique. En faisant cela très vite, on protègerait notre économie des orages qui vont se déclencher sur les marchés financiers. Nous ne serons pas totalement épargnés mais les secousses seront nettement atténuées. Il faut aussi renforcer la sécurité des salariés qui sont au chômage (améliorer leur indemnisation et leur accompagnement), améliorer le financement des PME, renforcer les solidarités entre territoires et créer massivement des emplois. Sans attendre le retour de la croissance. *Vous ne comptez donc pas sur le retour de la croissance ?*

La croissance moyenne du Japon est de 0,9 % depuis vingt ans. Plus on attend le retour de la croissance, plus on augmente le risque de récession ! Mais on peut sortir de la crise sans croissance : avec une vraie politique du logement, une vraie politique d'économie d'énergie, en développant les énergies renouvelables (350 000 emplois en Allemagne), en développant les circuits courts, l'économie sociale et solidaire, on peut créer un grand nombre d'emplois.
Il faut aussi reparler du temps de travail comme le demandent les syndicats européens, en s'inspirant de ce qu'a fait l'Allemagne depuis deux ans. Dans ce pays, la récession a été 2 fois plus grave que chez nous mais le chômage a augmenté 6 fois moins vite : quand une entreprise a des problèmes, au lieu de licencier, elle baisse le temps de travail et l'Etat maintient les revenus. Le Kurzarbeit, c'est 1,5 million salariés qui ont baissé leur temps de travail de 31 % en moyenne ! On a évité un million de chômeurs et le gouvernement allemand a maintenu les revenus. Mais une forte RTT peut aussi créer des emplois. En France, dans les années 90, plus de 400 entreprises sont passées à la semaine de 4 jours et ont créé massivement des emplois. Je donne des exemples très concrets : des PME mais aussi des grandes entreprises comme Mamie Nova : l'usine tourne 6 jours par semaine mais chaque salarié travaille 4 jours-32 heures. Cela a créé 200 emplois en CDI.
La RTT est le sujet sur lequel la droite et le Medef sont les plus revanchards depuis 9 ans. Pourquoi ce sujet est-il tabou au PS alors que c'est le levier le plus puissant pour sortir du chômage et donc rééquilibrer la négociation sur les salaires ? Contrairement à ce que pensent certains, la justice sociale n'est pas un luxe auquel nous devrions renoncer à cause de la crise. La Justice sociale est la priorité absolue, le seul moyen efficace pour sortir de la crise avant qu'elle n'échappe à notre contrôle.

Propos recueillis par Thierry Brun

Pierre Larrouturou pilote les Etats généraux de l'emploi organisés par Europe Ecologie-Les Verts. Il est l'un des

Copyright © Rencontres Sociales

initiateurs en France du partage du temps de travail et le promoteur de la semaine de 4 jours.
Il vient de publier "POUR EVITER LE KRACH ULTIME", préface de Stéphane Hessel, Nova éditions, 255 p., 15 euros.

Copyright © Rencontres Sociales